

Le gouvernement et ses partenaires engagés à améliorer la desserte

Dossier de la rédaction de H2o
 Avril 2014

La d'accolade a été clairement exprimée à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau célébrée le 22 mars. Le gouvernement congolais et des bailleurs de fonds ont exprimé, le 22 mars, au cercle de Kinshasa, leur engagement à améliorer la desserte en eau potable dans le pays. C'était en rapport avec le thème international de la journée "Eau et Énergie", et le thème national "Eau potable pérenne et en quantité suffisante".

L'activité organisée à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, soutenue financièrement par Wash Consortium dont Sébastien Longville est le directeur national, a permis à tous les structures partenaires dans le secteur de l'eau représentées de faire un état de lieux de la desserte d'eau potable dans les différentes parties de la RDC et de marquer leur détermination à travailler davantage en vue de l'amélioration de la situation.

Établissant un aperçu sur le sous-secteur, notamment sur les défis et les perspectives, l'administrateur délégué de la REGIDESO, représenté par le coordonnateur de la Cellule technique d'exécution eau, Jean-Louis Bongungu, a noté que malgré que cette entreprise soit implantée dans les onze provinces du pays, avec 97 centres d'exploitation, le taux d'implantation reste de l'ordre de 24 % par rapport au nombre d'agglomérations identifiées, faisant partie des centres urbains et semi-urbains, à charge de la REGIDESO. "Le challenge est donc encore important pour couvrir la desserte en eau de l'ensemble de l'espace urbain de la RDC", a-t-il souligné.

Pour le responsable de la stratégie, les formes en cours engagées par le gouvernement de la République visent à améliorer la situation de la desserte en eau en milieu urbain en proie présentement à des difficultés énormes. Selon cette entreprise, pour y parvenir, il est requis l'apport de tous les acteurs du secteur de l'eau dans le pays. "C'est ici l'occasion pour nous de solliciter auprès du gouvernement, de l'ensemble des bailleurs de fonds internationaux et des usagers de l'eau leur appui pour la relance du sous-secteur afin de sortir du paradoxe actuel caractérisé par un taux de desserte extrêmement faible dans un environnement d'abondantes ressources en eau", a souligné le représentant.

De leur côté, les bailleurs de fonds de ce secteur, par leur représentant, Simon Stumpf, qui ont souligné la valeur du patrimoine hydrique de la RDC, ont souligné l'absence d'un cadre juridique adéquat permettant au pays de travailler afin d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement. Pour ces derniers, l'absence d'une eau saine expose les

populations Ã toutes les difficultÃs et des maladies, avec leurs consÃquences tant sur le plan financier qu'humain. C'est dans cette optique qu'ils ont rÃitÃrÃ leur appui au gouvernement congolais pour accroÃtre l'accÃs Ã l'eau potable, a travers l'appui technique et financier ainsi que l'appui Ã l'amÃlioration de la coordination dudit secteur. Ces derniers ont Ãgalement sollicitÃ l'implication des acteurs congolais tant publics que privÃs. "Nous demandons au gouvernement congolais de prendre des mesures permettant de soutenir ce secteur",

a-souignÃ Simon Strumpf. Il s'agit, selon lui, notamment de l'adoption du Code de l'eau, qui constituera la mise en place d'un cadre institutionnel dÃfinissant les rÃles des intervenants, un appui matÃriel et financier en vue de la restructuration du ComitÃ national d'action de l'eau et de l'assainissement (CNAEA), la crÃation d'un groupe thÃmatique eau et assainissement, qui constituera un cadre propice pour la concertation sur les questions liÃes Ã ce secteur entre le gouvernement et des partenaires techniques et financiers. Les partenaires ont Ãgalement sollicitÃ de favoriser un environnement des finances publiques favorables Ã la gestion du secteur, le dÃsengagement effectif de l'Ãtat dans les entreprises publiques, l'ouverture d'un partenariat public-privÃ et le paiement des factures des instances officielles dues Ã la REGIDESO afin de permettre sa restructuration, etc. "MÃme si les dÃfis du secteur paraissent Ãnormes, nous sommes persuadÃs qu'une bonne politique et une bonne coordination entre les diffÃrents partenaires du secteur, nous sommes convaincus que la RDC honorera ses engagements liÃs Ã l'eau", a souignÃ le reprÃsentant des bailleurs des fonds.

Justifiant

l'organisation de cette journÃe, le CNAEA a notÃ que la RDC, avec plus de 70 millions d'habitants, est l'un des pays d'Afrique ayant actuellement le taux d'accÃs le plus faible en eau potable (26 %). Selon cette structure, en effet, l'alimentation en eau potable est encore trÃs faible en milieu rural oÃ environ plus de 50 % des populations n'ont accÃs Ã aucun service social de base. "La RDC est en dessous de la moyenne sous-rÃgionale et rÃgionale en matiÃre d'approvisionnement en eau potable, malgrÃ les efforts dÃjÃ consentis par le gouvernement et surtout par les bailleurs de fonds, elle ne sera malheureusement pas au rendez-vous des OMD de 2015", a souignÃ le CENAEA.

La journÃe a

Ãgalement visÃ de prÃparer une plaidoirie Ã adresser au chef de l'Ãtat et au chef du gouvernement pour solliciter l'affectation de plus de ressources financiÃres et humaines dans un cadre de gestion harmonisÃe oÃ les attributions des diffÃrents ministÃres techniques sont complÃmentaires. Elle avait Ãgalement comme ambition, d'harmoniser les activitÃs de visibilitÃ que se proposent de prÃsenter les diffÃrents ministÃres techniques et projets, de prÃparer un message sur l'importance de l'eau potable dans le dÃveloppement de la RDC et d'instituer une commission annuelle pour l'organisation de la cÃlÃbration des journÃes mondiales du secteur Eau, hygiÃne et assainissement.

Lucien Dianzenza, Les DÃpÃches de Brazzaville - AllAfrica 24-03-2014